



Conseil économique et social

Distr. générale
25 avril 2012

Original : français

Session de fond de 2012

New York, 2-27 juillet 2012

Point 2 c) de l'ordre du jour provisoire*

Débat de haut niveau : examen ministériel annuel

Déclaration présentée par l'Organisation pour la communication en Afrique et de promotion de la coopération économique internationale, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la déclaration ci-après, qui est distribuée conformément aux paragraphes 30 et 31 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social.

* E/2012/100.



Déclaration

Les pays en développement sont confrontés à plusieurs défis pour s'insérer dans le concert des nations développées. Parmi ceux-ci nous relevons avec force le défi de l'éradication de la pauvreté. En effet, la pauvreté constitue depuis toujours un obstacle à l'émergence de plusieurs pays en développement.

Ce qui pose l'urgence de favoriser un accord sur les principales politiques et autres exigences pour le renforcement des capacités productives dans les pays en voie de développement. Sans cette acception des politiques de développement il est fort probable que l'émergence des pays en développement soit encore pour longtemps un objectif à atteindre.

La date butoir pour l'évaluation de la mise en œuvre des objectifs du Millénaire pour le développement est pour bientôt, alors que nous savons tous que plusieurs de ces pays n'atteindront pas ces objectifs. Nonobstant les efforts fournis par les pays en voie de développement, l'atteinte de ces objectifs dans un avenir si proche est aléatoire pour ne pas dire quasi impossible. Ce qui renforce davantage notre conviction d'une urgence de favoriser un accord sur les principales politiques à mettre en œuvre dans une synergie bien réfléchie et assumée.

Renforcer les capacités productives des pays en développement nous paraît une donne fondamentale pour la création d'emplois, qui est le levier naturel sur lequel nous pouvons nous appuyer pour l'éradication de la pauvreté. En effet, la création d'emploi décent et non précaire est la solution idéale de lutte contre la pauvreté. Nous savons tous que le terreau fertile de la pauvreté dans les pays en développement est le manque ou l'absence d'emplois.

Les crises économiques et financières en plus du changement climatique ont largement contribué à l'approfondissement de l'écart existant entre les riches et les pauvres dans les pays en développement et même dans ceux développés. Ce fossé ne peut être rétréci que par une capacité productive des pays en développement, entraînant la création d'emplois et par conséquent un relèvement du niveau de consommation.

C'est pourquoi les stratégies politiques doivent être pensées d'un commun accord même si nous devons tenir compte des spécificités pour chaque pays. En effet, du fait de la mondialisation, toute crise économique et financière a forcément des répercussions sur l'ensemble du globe. Par conséquent la définition des stratégies de sortie de crise unilatérale ne serait pas viable. Cette exigence est d'autant plus forte pour les pays en voie de développement qui ressentent si durement la crise financière actuelle et les effets du changement climatique.

En conclusion, l'organisation plaide pour le renforcement de la coopération internationale et au transfert de technologie pour aider les pays en développement surtout l'Afrique, à assurer la création d'emploi et à fournir des services sociaux de base pour une croissance économique durable et l'éradication de la pauvreté.